

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : -

Code AIOT : 0010005609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement AXEREAL implanté ZI de la Martinerie 36130 Diors. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- ZI de la Martinerie 36130 Diors
- Code AIOT : 0010005609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo de céréales constitué de 3 cellules verticales et 3 cellules plates, avec boisseaux de chargement train.

Installation autorisée au titre la rubrique 2160.2 par arrêté préfectoral du 04/01/2007 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 23	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mesure de prévention visant à éviter un auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 18	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative, Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 28/12/1993, article 5	/	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	/	Levée de mise en demeure
7	Nettoyage de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/1993, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Tableau de classement des activités exercées mis à jour par lettre préfectorale du 9 janvier 2018
Constats : Lors de la visite l'exploitant a présenté l'état des stocks en date du 25 mars 2026. Les stocks sont composés de blé tendre, tournesol et orge. Ils sont donnés en tonnes par l'exploitant. L'inspection considère une densité moyenne de 0,75. Sur cette base les stocks contiennent : <ul style="list-style-type: none">• un volume d'environ 13 500 m³ stockés dans les silos verticaux (rubrique 2160.2.a)• un volume de 900 m³ stocké dans les cellules de stockage à plat (rubrique 2160.1.b) Ce stockage est inférieur au volume maximum encadré par la lettre préfectorale du 9 janvier 2018 (respectivement 27 000 m ³ et 15 000 m ³) et est en accord avec les seuils de classement de la rubrique 2160 pour lesquels le site est classé (2160.1.b - déclaration et 2160.2.a - autorisation). L'exploitant précise que l'usage du stockage à plat a été modifié depuis 2022. Le stockage est aujourd'hui temporaire (< 1 semaine). Cette zone permet le criblage des grains avant expédition. L'inspection note par ailleurs que la rubrique 2260 (Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels) pour laquelle l'installation est classée à déclaration est depuis le décret n° 2019-1096 du 28/10/19 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, incorporée à la rubrique 2160. Une mise à jour de la situation administrative va être proposée au préfet. Constat: Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- [...] ;- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article

48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

Constats :

Dans le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) présenté par l'exploitant et daté de 2025, le zonage ATEX figure sur une vue du synoptique de l'installation.

Les zones à risque d'explosion figurent également sur un schéma de l'installation présent dans le plan d'intervention. Ce schéma ne précise toutefois pas le zonage.

En plus de ce synoptique, l'exploitant dispose de plans de zonage "type" dans son DRPCE générique établi à l'échelle du groupe AXEREA. Ainsi pour le site de DIORS les zonages sont affichés pour un stockage plat et silo vertical. Des zones 20, 21 et 22 sont recensées sur le site. La majorité des locaux sont analysés par le document comme "hors zone" compte tenu du fait que la formation d'atmosphères explosives est considérée comme improbable (galeries, cellule vides, transporteurs à bande et à chaîne....).

L'inspection note que ces fiches sont cohérentes avec le contenu de l'étude de danger du site datée de 2006.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate l'affichage au niveau des bureaux du zonage ATEX avec les consignes à respecter dans chacune des zones. Le plan d'intervention présente l'ensemble des zones à risques.

Un affichage est également présent en pied des silos verticaux (à gauche de la porte de la tour de manutention qui en permet un des accès). Toutefois l'inspection constate que cet affichage est peu lisible et qu'en dehors de l'interdiction de fumer, aucune consigne n'apparaît.

Constat : l'affichage des zones ATEX est peu lisible dans les silos verticaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le DRPCE ne met pas en avant d'équipements présents en zone ATEX 20, 21 ou 22.

L'inspection, lors de sa visite, constate toutefois, par échantillonnage et à la lecture de leur plaque de marquage, que les moteurs du TR302 situés en "hors zone" sont IP55 (protégés contre la poussière et les jets d'eau) donc adaptés au zonage.

L'exploitant précise que l'ensemble des équipements électriques est contrôlé à l'occasion de la visite de contrôle électrique réalisée annuellement par l'entreprise DEKRA et ils font l'objet de correctifs si besoin.

Lors de la visite, l'inspection ne constate pas d'équipements électriques et/ou de canalisations électriques dégradés. L'inspection constate, lors de la visite du silo vertical (galerie de reprise), que des équipements tels que les boîtiers de raccordement et les sondes (par exemple les capteurs de rotation des élévateurs) sont présents, mais aucune signalétique n'apparaît dessus et l'exploitant n'est

pas en mesure de justifier leur adaptation au zonage ATEX.
Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'adéquation au zonage ATEX des capteurs et boîtiers de raccordement présents dans le silo vertical.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Lors de la visite du 09/08/2024, un risque d'incendie ou d'explosion avait été mis en évidence du fait de non conformités électriques. Une mise en demeure a été notifiée à l'exploitant le 18/10/2024 et modifiée par arrêté du 06/01/2025. Le 12/01/2026, l'exploitant a fourni le rapport Q18 réalisé par DEKRA le 07/02/2025 : celui-ci exclut le risque d'incendie et d'explosion. Cela permet de lever l'écart constaté lors de la visite d'inspection du 09/08/2024 et de respecter la mise en demeure du 18/10/2024 modifiée. Le prochain contrôle électrique est prévu sur l'année 2026; toutefois il n'a pas encore été réalisé. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/08/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une parois dans les délais les plus brefs.</p>
Constats : <p>Constat de l'inspection du 09/08/2024 : l'exploitant n'assure pas un suivi efficace du vieillissement des structures.</p> <p>Lors de l'inspection du 25/03/2026, l'inspection a demandé la dernière fiche de visite de niveau 1 (réalisée annuellement par le personnel sur site). L'objectif étant de voir de quelle manière un désordre présent est suivi. Cette visite met en évidence un unique désordre sur la voirie de circulation (trous en formation) qui ne relève pas d'un désordre structurel d'après l'analyse par le bureau compétent de la société AXEREAAL. Aucun désordre n'est recensé sur les structures des silos de l'établissement.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de quelle manière est assurée un suivi long terme de l'état de la structure de ses silos. En effet, tel que présentée lors de la visite du 09/08/2024 et lors de la visite du 25/03/2026, le niveau de priorité n'est étudié qu'au regard de la fiche de l'année N. Un désordre repéré l'année N-1 mais jugé non prioritaire et non recensé en année N ne serait dès lors pas suivi. L'inspection en conclut que le suivi de la structure a avant tout un but curatif et qu'aucun suivi n'est réalisé afin de prévenir les désordres.</p> <p>Le constat de la précédente inspection est donc maintenu.</p> <p>Constat : l'exploitant n'assure pas un suivi efficace du vieillissement des structures des silos.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Nettoyage de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Poussière
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat fait lors de l'inspection du 09/08/2024 : l'exploitant ne se conforme pas à sa procédure interne pour le nettoyage du site.</p> <p>Lors de la visite du 25/03/2026, l'inspection constate par échantillonnage que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la galerie basse du silo vertical et les passerelles vers les boisseaux trains sont débarrassées de la poussière recouvrant le sol • l'ensemble des parties de l'installation (silos plats et silos verticaux) ont fait l'objet d'un nettoyage au moins 1 fois depuis le début d'année 2026 (constaté sur le registre d'enregistrement des nettoyages). La fréquence minimale attendue selon la procédure CE101 commune à l'ensemble des sites AXEREAL est trimestrielle. <p>Ces constats permettent de lever l'écart constaté lors de l'inspection du 09/08/2024.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesure de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Thermométrie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Les silos sont équipés de système permettant de contrôler la température dans les cellules. Les relevés de température sont réalisés à une fréquence définie par l'exploitant dans les consignes d'exploitation et consignés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son suivi permanent de la température sur les silos verticaux. Ce suivi est réalisé par des sondes en place et remonté informatiquement sur le synoptique de contrôle des installations. Le jour de la visite, il ne met pas en avant de dépassement de seuils d'alerte, les sondes affichent une température autour de 15-20 degrés.</p> <p>L'exploitant précise que le suivi de la température est archivé 1 fois par mois.</p> <p>L'inspection constate toutefois qu'aucun suivi n'est réalisé pour le stockage à plat. L'exploitant précise que si c'était pertinent à l'époque où un stockage permanent était réalisé, aujourd'hui ce ne l'est plus compte tenu du fait que le stockage est temporaire. Par ailleurs, la teneur en eau des grains accueillis en criblage étant limitée à 15% environ, le risque d'auto échauffement est limité. L'inspection considère que cette approche est adaptée. L'exploitant n'a toutefois pas présenté de consignes faisant état de ce changement des modalités de suivi du stockage à plat.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une consigne d'exploitation justifiant de l'arrêt du suivi de température sur le silo plat et fixant la durée maximale de stockage dans le silo plat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats :

Les équipements observés lors de l'inspection (cf. annexe) sont tous équipés de capteurs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.
Un système d'aspiration équipe les équipements de manutention et un autre le séparateur.
Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales met en évidence que le déclenchement du capteur de bourrage du transporteur TR203 n'arrête pas les équipements situés à l'amont (TR302 et EL4).

Constat : le déclenchement du capteur de bourrage du transporteur TR203 ne met à l'arrêt que cet équipement et non l'ensemble des équipements du circuit situés en amont.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois